

La seule façon d'épargner au Canada les répercussions nuisibles du projet de dérivation Garrison serait justement de ne pas procéder aux travaux. Il n'existe pas de solution qui permettrait à l'eau de passer sur notre territoire tout en nous épargnant les problèmes qui l'accompagnent. Permettez-moi de douter qu'on trouve jamais pareille solution qui soit satisfaisante, mais jusque là le Canada ne peut vraiment faire aucun compromis dans cette affaire. Nous craignons les difficultés que pourraient nous causer les eaux polluées et salées qui couleront dans nos rivières.

J'en ai discuté avec les représentants de Portage-la-Prairie, une ville d'environ 15,000 personnes; ils m'ont appris que si les eaux passent du Dakota du nord dans l'Assiniboine, il leur faudra consacrer jusqu'à 3 millions de dollars à la construction d'une usine de traitement pour maintenir la qualité actuelle des eaux. Voilà les questions qui préoccupent les habitants de la région. Il n'y a vraiment pas de solution pour ce qui est de la pêche au Manitoba et il nous faudra dépenser des millions de dollars pour épurer les eaux.

Les eaux détournées nous amèneraient de nouvelles espèces de poissons, et donc de nouvelles maladies et d'autres problèmes connexes. Alors, il sera trop tard pour renverser la situation. Il est impossible de dire aux poissons: «Rentrez chez vous, dans le Dakota du Nord. On ne veut pas de vous ici.» C'est impossible, et nous le savons tous. Nos préoccupations sont fort légitimes et elles deviennent de plus en plus déconcertantes au fur et à mesure qu'approche la date d'achèvement des travaux du fait que des sommes supplémentaires ont été affectées au projet.

De toute évidence, la question relève de la compétence du gouvernement fédéral. D'après le dernier intervenant, le gouvernement est fort sérieusement préoccupé par la question. J'espère que les ministériels ne s'en tiendront pas à cela et qu'ils feront savoir au gouvernement des États-Unis, de la façon la plus diplomatique, mais également la plus ferme, que le Canada ne peut, en aucune circonstance, accepter les eaux provenant des États-Unis.

L'orateur qui m'a précédé a dit également qu'il aimerait voir les provinces participer aux préparatifs des réunions. C'est très bien, mais je pense que le gouvernement fédéral devrait faire preuve de responsabilité en donnant l'exemple, c'est-à-dire en leur permettant non seulement de participer aux préparatifs mais en prenant les mesures qui s'imposent pour faire connaître aux Américains nos sentiments véritables à ce sujet.

J'ai soulevé cette question à la Chambre à plusieurs reprises par le passé. L'une des propositions formulées visait à envoyer le moment venu aux États-Unis une délégation formée de représentants de tous les partis de la Chambre. J'ai parlé au ministre des Affaires extérieures, qui dit ne pas savoir si le moment est venu. Nous savons que M. Watt est secrétaire à l'intérieur. Il me semble que le moment est venu de communiquer avec les Américains pour nous assurer, au moment où le nouveau gouvernement s'installe à Washington, qu'ils sont au courant de nos inquiétudes, de ce côté-ci de la frontière, et qu'ils connaissent nos sentiments à ce sujet. Il est regrettable

#### *Dérivation Garrison*

que le gouvernement fédéral n'ait pas donné davantage l'exemple en faisant connaître plus tôt notre position aux Américains. Je dis cela, parce qu'en lisant les journaux locaux, je remarque que bien des gens s'inquiètent de ce que le gouvernement fédéral ne connaît pas notre position.

Le traité concernant les pêcheries de la côte est suscité également bien des inquiétudes. Personne ne prétend que ce n'est pas un sujet de préoccupation; cela l'est certainement, mais si le traité relatif aux pêcheries n'est pas conclu cette année ou l'an prochain, le poisson sera toujours ici. Le problème, en ce qui concerne le projet Garrison, c'est que lorsque la dérivation aura eu lieu, des espèces américaines de poisson seront déversées dans nos eaux et y resteront. J'aimerais que le gouvernement fédéral mette davantage l'accent sur ce problème. C'est manifestement une question qui relève du gouvernement fédéral, car elle se pose sur une frontière internationale.

On m'a signalé entre autres que les deux sénateurs du Dakota du Nord siègent au comité des affectations de crédit, et c'est très important. Cela représente deux voix possibles en faveur de toute affectation future de crédits au projet Garrison. Là encore, je dois insister sur le fait que ce problème n'est pas empreint de sectarisme politique, et je suis heureux de le voir soulevé à la Chambre. Je ne suis pas sûr que l'ancien gouvernement néo-démocrate du Manitoba ait fait tout son possible pour faire savoir aux Américains et au gouvernement fédéral que des problèmes surgiraient à la suite de la construction du barrage. J'ai entendu critiquer le gouvernement du Manitoba à ce propos.

Je suis au courant de certaines initiatives du gouvernement provincial du Manitoba, qu'il ne convient pas forcément à un gouvernement provincial de prendre. Par exemple, le premier ministre du Manitoba a envoyé des télégrammes à plusieurs représentants et fonctionnaires Américains, pour faire connaître les objections du Manitoba au projet Garrison. Je suis persuadé que c'était davantage du ressort du gouvernement fédéral. Comme on ne donnait pas signe de vie au niveau fédéral, le gouvernement provincial a dû intervenir, et nous avons vu des groupes de citoyens intervenir également. Si le gouvernement fédéral avait fait son travail, les habitants de la région, le gouvernement provincial et les gouvernements municipaux du Manitoba n'auraient pas eu à s'en mêler.

Je n'ai pas l'intention de parler très longuement de ce bill. Nous sommes nombreux du Manitoba à nous intéresser vivement à cette affaire ces dernières années. J'aimerais seulement terminer en disant qu'il est grand temps que le gouvernement fédéral donne le ton dans cette affaire, qu'il ne se contente pas d'exprimer sa vive inquiétude et de laisser les provinces et les gens de la région en cause s'en occuper.

Je pense qu'il est temps qu'ils prennent l'initiative et fassent le nécessaire pour que la population, tous les niveaux de gouvernement et tous les partis ici à la Chambre fassent savoir aux Américains que c'est le moment opportun, avant que le nouveau gouvernement américain soit en place depuis trop longtemps. Nous, du Manitoba, ne pouvons accepter sous aucun prétexte que le eaux du bassin du Missouri se déversent dans celui de la baie d'Hudson.